

Bidule.03

Nous entamons un projet collectif. En voici les premières briques. Elles se compléteront, s'amenderont, s'enrichiront collectivement dans les mois qui viennent.

Le lion dort avec ses dents

Il n'y a ni capitalisme humanitaire ni croissance soutenable.

Toute amélioration du quotidien est bonne à prendre. Un peu moins de pollution, d'exploitation, de rejets, etc. Mais le modèle de société capitaliste productiviste ne peut être suffisamment amendé pour rendre la société égalitaire et respectueuse de l'environnement. C'est dans la nature même de la logique de croissance, d'augmentation continue de l'exploitation des ressources de la nature, que d'être en contradiction totale avec les intérêts d'une nature aux ressources limitées, de sa simple survie. C'est à la base même du système capitaliste que la contrainte, par celui qui a, de celui qui n'a pas. Même améliorée, même plus responsable, même précédé d'un « éco » ou d'un suffixe « éthique », ce système largement amendable est à jeter. Les limites de ce système sont d'ailleurs de plus en plus manifestes. Le système capitaliste mondialisé ne peut fonctionner qu'à coup de crises structurelles de plus en plus rapprochées. Le lien prétendu entre démocratie et système libéral ne passe plus. Les dégâts sur la planète ne concernent plus les générations futures, les siècles à venir. C'est aujourd'hui. C'est déjà. C'est ici et maintenant (sic). Nous choisissons donc d'emprunter la voie de l'objection de croissance. Il faut produire moins, produire mieux et produire différemment.

Pour une Révolution lente, pas du réformisme de combat.

On ne réforme pas l'exploitation du vivant – humain et nature - et la captation privée.

Pour autant, le basculement vers une autre société ne semble pas pour le moment à l'ordre du jour. Le climat politique est pour le moins maussade. Et même si les crises de 2008 ont, un temps, rendu visibles nos critiques du modèle économique, politique et environnemental, nulle force progressiste ne s'est montrée en capacité d'utiliser, en Europe, ces événements pour faire basculer le système. Les mouvements sociaux, même quand ils ont été de grande ampleur, n'étaient pas disposés, ou en capacité de prendre le palais d'hiver. Pour autant, ce n'est pas le modèle dominant qui est convaincant (défiance majoritaire vis-à-vis des organisations politiques, des institutions, des élections etc...) que ses alternatives, ou le chemin de ces alternatives, qui ne parviennent pas à convaincre. Entre l'impératif du changement de modèle et le contexte pas particulièrement favorable, il semble y avoir une contradiction et les premières tentations se résument à améliorer au quotidien ce qui peut l'être ou aller chausser ses pantoufles en attendant que le grand soir vienne de lui-même. C'est pourquoi nous continuons à nous référer à la Révolution Lente, c'est-à-dire à l'accumulation au quotidien de tous les éléments constitutifs de résistance et ainsi qu'aux potentiels émancipateurs jusqu'à basculement de la société. Ainsi d'entreprises latino-américaines reprises pendant une décennie sans patron et qui fonctionnent toujours, ainsi de l'expérience zapatiste, ainsi de luttes sociales démocratiques construites autour d'AG souveraines, ainsi de développement de circuits de commerce hors du système dominant, d'espaces de gratuité, ainsi d'expériences de nouvelles pédagogies. Ainsi de nouveaux espaces de vie (squats, territoires occupés, nouvelles habitations...). Ainsi de médias alternatifs. Encore nous pensons qu'il faut lier ces expériences, les inter-pénétrer.

Ce qui est plus fort que l'éléphant, c'est la brousse.

Notre travail militant, nous l'imaginons collectif. Un espace militant collectif différent : sa structuration ne peut pas être celle d'un parti. Il ne s'agit pas de conduire les masses, ou d'évaluer les expérimentations ou revendications des autres pour juger ce qui serait bon pour la société. La forme est plus celle d'un mouvement, c'est-à-dire d'intégration aux mouvements sociaux, aux expériences, aux débats. Nous souhaitons plus viser à être un bouchon dans la tempête qu'avoir la prétention d'être une digue. Pour autant, il

s'agit aussi de se poser les questions de structuration : comment se donner les moyens collectifs (car pour acheter les 1000 fusils que Blanqui demandait pour faire la révolution, il faut de l'argent ; pour affréter un train pour une mobilisation, il faut une structure...), la structuration dans la durée, sans fabriquer sa propre ossification, sa bureaucratisation, sa transformation partidairiste ? Notre réponse est là, bien plus dans les pratiques quotidiennes collectives, le souci permanent de lutter contre les habitus nuisibles que dans les dénominations du machin politique que nous voulons créer.

L'union dans le troupeau oblige le lion à se coucher avec la faim.

Car ce bidule – appelons le « bidule » - n'évitera la centralisation du pouvoir que s'il diffuse ce pouvoir, c'est-à-dire, qu'il s'il l'annihile : pas de porte-parole, pas de délégations sans mandats, pas de statuts indéboulonnables, pas de responsabilités accumulées par une seule personne, ni dans la durée, pas de parisianisme structurel. Un véritable collectif, sans hiérarchie, sans Monsieur-je-sais-tout. C'est un défi tant tout pousse à la délégation, aux hiérarchies, aux dominations, à la centralisation. Notre première étape consiste donc à travailler, collectivement, à la forme du bidule. Et l'urgence électorale, les nécessités de représentation à l'extérieur, l'impérieuse obligation d'être le 24e signataire de tel appel peuvent être repoussés le temps de chercher. Il faut en effet fabriquer notre propre calendrier. Sans être sourd et aveugle, ne pas soudainement débattre de la laïcité et du foulard à l'université quand le gouvernement le décrète mais quand et si nous le voulons. Ne pas cesser de parler de la sortie du nucléaire ou du désenclavement des banlieues parce qu'une classe politico-médiatique considère que ce n'est pas dans l'agenda du moment. À l'inverse même. S'intéresser à ce qui est relégué. Sans avoir la prétention d'être un laboratoire politique de haut vol, chercher à traduire politiquement ce qui n'est pas encore perçu comme politique, le faire partager. Pour reprendre la formulation gramscienne souvent utilisée comme mantra anti-gauchiste, avoir une vocation majoritaire, mais qui pose comme étape d'essayer nos idées auprès de nos interlocuteurs proches, qui eux-mêmes relayeront. N'est-ce pas déjà le cas ? L'écologie a longtemps été considérée comme une lubie de bobo par les mêmes qui aujourd'hui ont fait leur la préservation de l'environnement. Ils ne sont pas devenus écolos grâce à la révélation divine ou les trouvailles géniales du grand timonier, mais au contact d'autres forces, plus petites, déjà convaincues de cette urgence. De même, il s'agit de politiser des cadres militants thématiques. Par exemple des structures qui pratiquent l'autogestion à leur niveau sans s'interroger sur l'autogestion comme modèle politique. Il s'agit de « faire de la politique » aussi là où on ne l'attend plus, ou pas. Dans ce cadre, les domaines artistiques sont à explorer. L'enjeu de l'information aussi est à travailler. Mais il ne s'agit pas pour autant de vivre sur une île déserte. Il y a évidemment des sujets imposés par l'actualité, mais pas par son urgence : nous refusons d'être réactivapproximatif à la sensation médiatique, à l'émotion égo-journalistique et à la cupidité voxélectorale – celui ou celle qui crie le plus fort avec le meilleur slogan utilisant les mots du moment, quels qu'ils soient.

Quand la pluie te cogne, le crapaud croit que tu es son ami

Par exemple, le développement de l'islamophobie nous force à travailler la question de la laïcité et du racisme : durant des décennies, les immigrés ou leurs enfants s'intégraient aussi parce qu'ils étaient blancs : les fils et filles d'immigrés italiens, portugais, ou polonais, par exemple, sont devenus des Français à part entière parce qu'on a cessé de les identifier physiquement (mais pas que). Or un enfant d'immigré algérien ou malien conserve sa couleur de peau. Notre modèle « d'intégration » n'a pas été conçu pour intégrer des immigrés « visiblement » d'origine étrangère. Et le discours « un Français est un français, quelle que soit sa couleur de peau, qui se veut anti-raciste, se heurte à la réalité du quotidien des français non-blancs.

Ou le bien commun et la propriété sociale. Le comportement de patrons voyous a un peu popularisé les questionnements sur l'usage à opposer à la propriété. Allons plus loin : est-il logique que soient payantes la santé ou l'éducation ? La nourriture de base, qui correspond à un besoin fondamental, ne devrait-elle pas être socialisée (par l'impôt) ? Est-ce qu'une société démocratique peut composer avec le logement insalubre – ou l'absence de logement ? L'actu doit aussi nous pousser à travailler sur la « valeur travail » - qui n'est qu'une

valeur comme une autre, et non la base du lien social, comme on l'entend tous les jours chez les libéraux comme chez les tenants d'une gauche classique -, sur son caractère aliénant, sur le salariat, sur le rapport à la mobilité ou à la vitesse dans notre société qui multiplie les déplacements quotidiens, segmente les tâches à tous les niveaux jusqu'à détruire tout développement de connaissances, de savoir-faire, de relationnel dans le travail et produit énormément de déchets, des conditions épuisantes et asservissantes pour les êtres humains et intenable pour la planète, sur la norme, sur le rapport individu-collectif, sur la gratuité, sur l'échange de dons etc...

Voyager léger.

Cette perspective, à la fois modeste structurellement mais ambitieuse sur le fond, nécessite un travail important de débat interne, d'information, d'ouverture. L'énergie mise dans cette activité ne peut pas l'être dans d'autres activités (défense des intérêts du parti, représentation dans tous les collectifs, toutes les luttes) et encore moins dans les rendez-vous électoraux. Nous devons réfléchir à la question électorale, tant son poids a augmenté ces dernières années. Nous ne récusons pas, par principe, la participation aux élections. Contrairement aux courants libertaires, qui considèrent que la participation aux élections est une compromission avec le système, nous pensons qu'il s'agit d'un outil politique comme un autre. Ainsi, quand nous manifestons contre telle ou telle réforme, nous ne misons pas sur la volonté de dialogue social de tel ou tel ministre mais utilisons la manifestation comme outil. De même, les élections peuvent être utiles. Oui, mais... Oui, mais les élections ont désormais une place centrale dans la vie politique, chaque année. Concrètement, il y a aujourd'hui 4 années avec élections sur 5. Durant des mois il n'est question que de négociations pré-électorales, de tentatives d'alliance, etc... Dans certains cas – en particulier lors de scrutins locaux -, les élections peuvent être un moment privilégié pour faire entendre des questions jamais abordées, apporter des points de vue originaux, témoigner qu'il n'y a pas que les positions libérale-sécuritaires ou les positions sécurito-libérales qui s'opposent. Il est même possible que des élu-e-s locaux-ales soient en mesure d'agir. D'utiliser leur mandat comme tribune, comme relais, de faire « redescendre (sic) des infos inaccessibles pour les autres militant-e-s et remonter (re-sic) des revendications qui ne seraient pas relayées sans leur présence. Des élu-e-s locaux-ales peuvent même parfois arriver à agir dans le cadre d'une coalition, rendant ainsi un mandat ou leur action en tant que maire adjoint-e serait positifs. Mais dans la majorité des cas, le système ultra majoritaire des élections locales marginalise les élu-e-s différent-e-s, isolé-e-s face à une majorité écrasante, victimes de pressions constantes et parfois écartelé-e-s entre leur travail militant hors-mairie et en-mairie. Bref, les élections, au niveau local, malgré leurs potentialités, sont souvent des pièges où s'épuisent les militant-e-s. Mais au niveau national, c'est encore plus frappant. Le processus dit démocratique, qui ne l'était pas vraiment à l'origine, a été renforcé d'une multitude de garde-fous pour s'assurer que le pouvoir reste entre "gens sérieux". Le système électoral majoritaire est un scandale. Dans un système plus représentatif, le front national aurait plus d'élus, soit, mais – par exemple - le NPA aurait eu un groupe parlementaire lors de la précédente mandature et le PS, avec 30 % des voix, n'aurait pas de majorité absolue. Surtout, la campagne médiatico-électorale est totalement cornaquée. Et les mêmes qui justifient d'être en campagne pour avoir accès aux médias peuvent ensuite s'offusquer que les médias décident de les ostraciser. N'apparaissent dans les médias que, ou presque que, les candidat-e-s adoubé-e-s par le système, avec des débats cadrés sur ce qui est supposé important. Dès lors, se présenter aux élections devient une course d'obstacles financiers et énergiques pour récolter, dans l'anonymat, 1 à 3 % des votes. Quant au financement public pour les élections, il est aussi une machine à prime à la majo. Les petit-e-s candidat-e-s courant après les 50 candidats à 1 %, au détriment de toute logique politique, du sens à donner à une campagne, ou de la réalité de leur ancrage dans un territoire... Se présenter et obtenir 1 % deviennent le premier sens à l'engagement électoral de bien des petites formations politiques dans une campagne législative. La stratégie, la réflexion et la définition de véritables objectifs politiques venant trop souvent après. Les gros-se-s candidat-e-s, de leur côté, explosant les budgets pris en charge par l'état. Plus grave encore, les questions électorales charpentent maintenant les questions politiques. Le rapprochement Alternatifs-PCF par exemple ne s'est pas fait suite à un aggiornamento du PC sur la question nucléaire, mais à partir de l'hypothèse de listes communes lors d'élections. Les idées défendues par Besancenot étaient plus

inintéressantes quand ce dernier était crédité de 10 % d'intention de vote qu'à moins de 3 et le positionnement de Mélenchon est devenu d'autant plus pertinent qu'il était largement devant au niveau électoral. Ce ne devrait pas nécessairement être notre point de vue.

Bref, les élections pèsent trop et la machine électorale est largement un piège. Voilà pourquoi, en dehors d'hypothétiques exceptions liées à un contexte politique local particulier, nous avons décidé de nous mettre à distance des enjeux électoraux.

Bon sens de quoi ?

Sortir aussi des normes du bon sens. Rien de plus conservateur que de penser que les choses sont positives ou négatives parce que, ma foi, tout le monde le sait (non ?). Ainsi du progrès scientifique, qui serait forcément un progrès pour l'être humain - alors que l'innovation scientifique, aux mains du privé, sans la moindre transparence, n'a certainement pas comme finalité l'émancipation des êtres humains. Ainsi du communautarisme, forcément négatif (allez donc expliquer aux Maliens en foyer qu'ils ne devraient pas rester entre eux !). Ainsi de l'accès à la consommation toujours plus grand. Ce ne sont que quelques exemples. De façon plus large, le brouhaha médiatique déverse en permanence des bonnes ou mauvaises nouvelles contestables. Ici, il convient, ensemble, que nous détricotions le maillage de la fabrique du consentement.

Voilà qui met au centre de ce projet, outre l'information, l'intellectuel collectif et la formation. Les premières hypothèses seraient de travailler à une ou deux rencontres annuelles. Travailler un thème, mais aussi s'organiser de façon moins conventionnelle. En finir avec la parole d'experts autoproclamés, dont l'emprise à gauche - ou à gauche de la gauche - n'est pas moins pesante que celle des bureaucraties partidaires. Les axes, nous les connaissons déjà : l'écologie radicale, l'Autogestion, l'antisexisme et le féminisme, les pratiques alternatives... Sur les questions internationales – car on ne peut imaginer cantonner nos réflexions et notre action à la France, évidemment, en particulier quand on se définit comme internationaliste et altermondialiste -, nous nous appuyerons aussi sur le réseau RAGA, que les Alternatifs ont laissé en jachère depuis plusieurs mois. Bien entendu ce programme de réflexion et d'action n'est nullement en contradiction avec le militantisme local, sur avec les luttes et leurs enjeux, au plus près du réel, avec les expérimentations concrètes. Il ne s'agit pas de créer un club de commentateurs-rices des actions menées par les autres, mais d'être des acteurs-rices. Cette approche, notre approche, nous pensons qu'elle pourra intéresser les Alternatifs et ex-Alternatifs, mais aussi les militant-e-s du NPA qui s'inquiétaient de l'électoratisme et de l'institutionnalisation du NPA il y a quelques années, des militant-e-s de la FASE intéressé-e-s par la politique autrement, des militant-e-s libertaires questionnant l'écologie radicale et l'action concrète, des militant-e-s décroissant-e-s, écolos, mais plus largement encore, des personnes politisées pas forcément impatientes d'aller coller des affiches pour tel ou tel rendez-vous électoral plutôt que de débattre - et d'agir, tout en déployant cette libération réellement politique dûe à tout-e citoyen-ne du monde.

Le grillon tient dans le creux de la main, mais on l'entend dans toute la prairie.

Le chemin est escarpé. D'autant qu'il n'est pas dans l'air du temps. Nous le prenons à peu. Mais nous ne prenons que l'engagement d'essayer. Sans garantie. C'est en tout cas le début du chemin que nous prenons ensemble. Nous vous invitons à le prendre avec nous. Celui qui rame dans le sens du courant fait rire les crocodiles.